

Ali Kemal Dogan*

*Vers une confessionnalisation des enjeux politiques en Turquie? ***

Pays à 99% musulman dans les discours officiels, la Turquie est cependant caractérisée par une hétérogénéité des pratiques religieuses et des avis sur la place de la religion dans l'espace privé comme public. Dans son objectif de créer une nation homogène, une et indivisible, la République turque a nié toute différence culturelle, ethnique et linguistique. L'élection de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) et l'acceptation de la candidature turque à l'Union européenne ont marqué un tournant politique. L'AKP, parti issu de la mouvance islamiste, a suscité à la fois de grandes espérances pour une libéralisation des politiques religieuses, mais aussi des craintes d'une dérive islamiste et d'une atteinte aux principes de laïcité.

Le bilan de cette ère AKP de 2002 à 2014 est contrasté: des avancées démocratiques importantes ont été réalisées, principalement dans les premières années après l'accession au pouvoir. Des thématiques qui donnaient lieu à des crispations nationalistes ont pu être soulevées comme les droits des Kurdes ou des minorités religieuses. Mais la défense des droits de l'homme par l'AKP a aussi inclus une visibilité accrue de la religion, auparavant cantonnée dans l'espace privé par le projet kémaliste moderniste, tourné vers l'Occident. Conduit par son leader charismatique Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre depuis 2003 et premier président élu au suffrage universel depuis août 2014, l'AKP a fait de la religion une référence constante et, de fait, a donné une nouvelle place au religieux. Peut-on cependant parler d'une confessionnalisation en Turquie?

L'AKP a réussi à se positionner comme parti moderne, libéral et progressiste tout en imposant progressivement les valeurs du conservatisme

* Sociologue, post-doctorant en Religion et Système de Pensée à l'École Pratique des Hautes Études (EPHE), rattaché au GSRL.

** La rédaction de cet article a été achevée au début du mois de septembre 2014.

religieux comme source de légitimité de son action politique. De plus, la Turquie sous l'AKP a montré un nouveau visage: les élites conservatrices ont pris de plus en plus d'assurance et sont devenues plus visibles alors que la répartition du pouvoir était profondément modifiée. Cet article propose de présenter ce nouveau rôle de la religion dans la politique turque et d'analyser en particulier les effets de ces orientations sur deux thématiques précises: l'évolution des droits des minorités religieuses et les nouveaux axes de développement de la politique extérieure internationale de l'AKP.

1. L'AKP, le conservatisme religieux et les nouvelles perspectives pour la Turquie

1.1. L'AKP et l'islam politique

L'AKP est issu en 2001 des cendres d'un parti de l'islam politique frappé d'interdiction. Ce parti se définit alors en tant que parti 'conservateur démocrate' et suscite des interrogations à l'international comme en Turquie sur le contenu de son programme. Il obtient aux élections législatives de 2002 une majorité suffisante pour gouverner seul, une première pour un parti issu de l'islam politique en Turquie. Depuis le passage au multipartisme de 1946, la vision d'une laïcité autoritaire comprenant une sécularisation forcée de la société a progressivement été assouplie. Le premier parti se réclamant de l'islam politique est créé dans les années 1970 et prône un retour aux enseignements de l'islam et à un mode de vie musulman. Ce courant s'est rapidement développé même si les différents partis ont été successivement interdits pour renaître sous d'autres noms¹. Les partis de l'islam politique participent ainsi à des gouvernements de coalition (1973-1976, puis 1995-1999) et remportent les élections municipales dans de nombreuses grandes villes (1994). Ces

¹ Le premier parti à se réclamer de l'islam politique est le parti de l'Ordre national (*Millî Nizam Partisi*, MNP), créé en 1970 par Necmettin Erbakan, interdit en 1971 après le coup d'État militaire du 12 mars et remplacé en 1972 par le parti du Salut national (*Millî Selamet Partisi*, MSP), interdit lui aussi en 1980 après un nouveau coup d'État. Lui succède le parti de la Prospérité (*Refah Partisi*, RP) qui est créé en 1983 et se dissout en 1998. Succède au RP le parti de la Vertu (*Fazilet Partisi*, FP), créé en 1997 et interdit par la Cour constitutionnelle en 2001. À partir de ce moment, deux courants se forment: le parti de la Félicité (*Saadet Partisi*, SP) qui se réclame de la vision traditionnelle de l'islam politique, et un courant réformiste guidé par A. Gül, qui se démarque en déclarant que la civilisation islamique a perdu face à l'Occident. Ce courant conduira à la création de l'AKP avec Erdoğan.

succès entraînent un bras de fer avec l'armée, qui aboutit au 'coup d'État postmoderne' de 1997, au cours duquel l'armée pose un ultimatum au gouvernement pour affaiblir toute influence prononcée de l'islam.

C'est dans ce contexte que l'AKP prend le pouvoir en 2002, alors que le sommet d'Helsinki de décembre 1999 a validé le statut de candidat à l'Union européenne de la Turquie et qu'une première série de réformes a déjà été mise en place. Rompant avec la position traditionnelle de l'islam politique qui voit l'assimilation à la culture occidentale comme source des maux de la Turquie, le gouvernement de l'AKP s'engage alors dans une politique réformatrice pro-européenne de grande envergure.

L'islam politique en Turquie s'est en fait développé en réaction à l'oppression du système rigide kémaliste qui imposait une non-visibilité de la religion dans l'espace public. Les succès électoraux ont permis une évolution du régime sans conduire le pays au bord de la révolution ou de la guerre civile, l'islam politique turc assumant politiquement les institutions républicaines². Cet islam politique n'a pas pour but l'application de la charia en Turquie. L'idéologie défendue par les premiers partis de l'islam politique, celle de la *Millî Görüş* ou 'Vision nationale', mettait en avant une nature conflictuelle entre civilisations, entre le monde musulman et l'Occident. Cette conception a été progressivement remplacée par une vision 'post-kémaliste' de l'AKP, celle d'une coexistence pacifique de la civilisation contemporaine et de la civilisation islamique³.

L'AKP a, de plus, réussi à concilier plusieurs tendances politiques: l'islam politique, la droite conservatrice, la droite libérale et même la gauche musulmane. En effet, comme l'indique Thierry Zarccone, ce qui a fait de l'AKP un parti politique rassemblant divers horizons, c'est la critique de la structure confrérique des partis de la mouvance islamique, notamment des partis du Refah et du Fazilet, et la nécessité de s'ouvrir et d'être flexible⁴. Ces nouvelles perspectives de l'islam politique de compromis ont ainsi permis un affaiblissement de l'islam politique dit 'traditionnel'⁵. Il faut aussi souligner

² Voir J.-F. BAYART, *L'Islam républicain*, Albin Michel, Paris 2010, p. 186. Notons par ailleurs que les dirigeants des partis politiques d'orientation islamique ne sont pas des religieux, et ce depuis 1969, depuis Necmettin Erbakan, d'Abdullah Gül à Recep Tayyip Erdoğan (même si Erdoğan a suivi des cours dans le système éducatif *imam-hatip*).

³ M. ÇINAR, B. DURAN, *The Specific evolution of contemporary political Islam in Turkey and its 'difference'*, in *Secular and Islamic Politics in Turkey: The Making of the Justice and Development Party*, Ü. Cizre (dir.), Routledge, Londres 2007.

⁴ TH. ZARCONE, *La Turquie moderne et l'islam*, Flammarion, Paris 2004.

⁵ Avec 2,5% des votes en 2002, 2,33% en 2007 et 1,2% en 2011, le Parti de la félicité (*Saadet Partisi*) représentant l'islam politique traditionnel n'a pu obtenir aucun siège au parlement aux élections de 2002, 2007 et 2011.

que l'AKP rejette toute affiliation à l'islam politique et, comme le souligne Erdoğan, son parti n'est pas la continuation de la Vision nationale mais est plutôt dans la lignée du Parti démocrate de Menderes, car il s'agit d'un parti conservateur démocrate comme les chrétiens démocrates en Europe⁶. Le manifeste *Démocratie conservatrice* de l'AKP, écrit par Yalçın Akdoğan en 2003, essaie de clarifier cette nouvelle identité politique adoptée par l'AKP en Turquie et de répondre à la question de la compatibilité entre islam et démocratie. Le terme de «démocratie conservatrice» rejette, selon Akdoğan, l'islam politique dans le sens où on l'entend habituellement et il tente de créer une synthèse réconciliant la tradition et les conditions du monde actuel. Ce conservatisme de l'AKP s'appuie sur une synthèse de théoriciens de l'idéologie du conservatisme à l'international ainsi que sur la tradition conservatrice turque⁷. Cette tradition défend en effet l'idée qu'il fallait renouer avec mille ans de culture musulmane anatolienne, c'est-à-dire avec la morale islamique, le folklore populaire et la philosophie soufie⁸.

1.2. Une nouvelle distribution des pouvoirs

Dans cette défense d'un conservatisme réconciliant modernité et islam en Turquie, l'AKP s'est appuyé sur une nouvelle élite émergente émanant de la bourgeoisie religieuse et conservatrice. L'élite kémaliste, moderne, laïque et urbaine qui était aux postes importants de l'administration étatique (dans

⁶ *Erdoğan: Milli Görüş'ün Değil Demokrat Parti'nin Devamıyız* [Erdoğan, nous sommes la continuation du Parti démocrate et pas de la Vision nationale], in «Zaman», 17.05.2003, <<http://arsiv.zaman.com.tr/2003/05/17/politika/h2.htm>> (dernier accès le 10.11.2104).

⁷ Parmi les théoriciens de l'idéologie du conservatisme à l'international, on trouve notamment Edmond Burke ou les théoriciens des néo-conservateurs américains comme Irving Kristol, Robert Nisbet et Norman Podhoretz. En Turquie, dès le début de la République, Hakkı Baltacıoğlu, Peyami Safa et Hilmi Ziya Ülken ont critiqué l'aspect destructeur des réformes kémalistes sur la société turque tout comme Necip Fazıl Kısakürek, Hamdi Tanpınar, Nurettin Topçu et, plus récemment, Ali Bulaç.

⁸ Y. AKDOĞAN, *AK Parti ve Muhafazakar Demokrasi* [L'AKP et la démocratie conservatrice], Alfa, Istanbul 2004, pp. 35-37. Akdoğan démontre les conséquences négatives de la Renaissance et des Lumières, en premier lieu l'oubli de la transcendance à laquelle se substitue la vision matérialiste de l'existence. D'après lui, la révolution de Kemal Atatürk, qu'il considère comme directement inspirée du jacobinisme, a été destructrice de la société turque en provoquant une rupture dans les valeurs traditionnelles de la société et n'a pas pu aller au-delà d'une adoption forcée de l'occidentalisation. En conséquence, ceci a ouvert la voie à un système autoritaire, une théocratie sécularisée avec l'idée d'une laïcité qui n'était autre qu'une religion civile imposée.

l'armée, la justice, la police ou l'éducation) a progressivement perdu de son influence au profit d'une classe moyenne traditionnelle et religieuse venant d'Anatolie qui avait été tenue jusque-là en position de subordination sociale, culturelle et économique⁹. En privilégiant dans les marchés publics les entrepreneurs de cette même sensibilité, l'AKP va aussi renforcer le pouvoir économique de cette périphérie d'où vont émerger les nouveaux 'tigres anatoliens'¹⁰, en référence à ces nouvelles sociétés ayant pour origine l'Anatolie et de plus, très agressives à l'exportation. Rappelons que la progression économique sous les mandats de l'AKP est une des raisons de son succès¹¹. Cette nouvelle confiance en soi de ces élites de la périphérie permet de modifier l'équilibre de la société turque.

Dans ces changements des rapports de force en Turquie sous l'AKP, il faut aussi signaler la réduction progressive du pouvoir politique de l'armée. Alors que celle-ci avait longtemps conservé une position privilégiée et autonome en tant que gardien de l'unité de la République, de la laïcité et du kémalisme, l'AKP va s'appuyer sur les exigences de l'Union européenne pour normaliser ce rôle de l'armée et réduire le pouvoir des militaires¹². En se libérant de la pression et de la surveillance des militaires

⁹ Cette structure sociale qui est analysée dans le cadre du conflit entre centre et périphérie est soulignée pour la première fois par Şerif Mardin, et elle est devenue un paradigme dominant dans la littérature des sciences sociales en Turquie. Voir Ş. MARDIN, *Türk Modernleşmesi* [La modernisation turque], İletişim, Istanbul 2003.

¹⁰ Voir aussi au sujet des 'Tigres Anatoliens': Ö. DEMİR, M. ACAR, M. TOPRAK, *Anatolian Tigers or Islamic Capital: Prospects and Challenges*, in «Middle Eastern Studies», vol. 40, n. 6, nov. 2004, pp. 166-188.

¹¹ Bayart soutient que la première raison du succès de l'AKP est d'ordre économique et il rappelle les chiffres suivants: la forte croissance du pays (8,9% en 2010) associée à une maîtrise de l'inflation et de la dette publique, la multiplication par trois du revenu par habitant en moins de dix ans, le doublement des exportations pour la même période, et les investissements étrangers qui sont passés de 700 millions à 13 milliards d'euros par an. Voir: J.-F. BAYART, *Turquie: les leçons d'un scrutin*, blog sur le site de *Médiapart*, juin 2011, <<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/170611/turquie-les-lecons-dun-scrutin>> (dernier accès le 10.11.2014).

¹² Les tensions avec l'armée sont présentes dès la prise de pouvoir de l'AKP en 2002. Par exemple, les hauts gradés de l'armée ne veulent pas se retrouver en face des épouses voilées de certains parlementaires dans l'espace protocolaire. Ces tensions empirent en 2007 lorsqu'Abdullah Gül devient président. L'apparition de sa femme voilée, accompagnée de la femme voilée du Premier ministre Erdoğan fait l'effet d'un choc dans le camp des laïques. À cette occasion et pour la première fois, l'armée a utilisé internet et publié sur son site un memorandum pour influencer le gouvernement et l'opinion publique et prévenir qu'elle restait attentive au processus en cours et qu'elle pourrait intervenir en tant que défenseur de la laïcité. Cette pression de l'armée, qui n'était pas sans rappeler les divers coups d'État, est alors vivement critiquée par l'Union européenne comme par

et en s'appuyant sur son électorat en pleine expansion économique, l'AKP va ainsi pouvoir mener une politique de libéralisation du champ religieux.

Signalons enfin le rôle croissant des confréries dans cette nouvelle distribution des pouvoirs sous l'AKP. Bien qu'elles soient officiellement interdites par la loi de 1925 dans le cadre de la mise en place d'un islam unique, compatible avec la modernité et sous contrôle de l'État, les différentes confréries, mouvements socioreligieux, occupent une place fondamentale dans la vie sociale et religieuse turque. Notamment la confrérie Gülen¹³ qui est l'une des plus importantes. S'appuyant sur la même base sociale, à savoir les classes moyennes anatoliennes, l'AKP et le mouvement Gülen défendent certaines causes communes comme le remplacement des élites kémalistes par leur propre élite et la réduction du rôle de l'armée. C'est ainsi que le mouvement Gülen a soutenu de manière informelle l'AKP lors des différentes élections alors que l'AKP s'est appuyé sur les cadres formés de ces confréries pour remplacer l'élite kémaliste par une nouvelle élite conservatrice qui le soutient. Mais des dissensions récentes entre l'AKP et le mouvement Gülen ont fait leur apparition pour cause de lutte de pouvoir et d'influence, ce qui a conduit à une rupture entre les deux groupes¹⁴.

la population turque, qui, alors qu'elle soutenait auparavant le rôle de l'armée, souhaite à présent qu'elle soit tenue à l'écart des débats. Voir: Ü. YAZMACI, *L'espace protocolaire en tant que nouveau lieu d'opposition séculaire: la période du gouvernement de l'AKP en Turquie*, in *Annuaire Droits et Religion*, B. Chelini-Pont (dir.), Presses Universitaires d'Aix-Marseille, vol. 6, 2012, pp. 381-419.

¹³ Appelé par ses membres *Hizmet* ('le service'), ou plus communément *Cemaat* ('la Communauté'), le mouvement Gülen est un groupe social vaste et puissant, puisant ses racines dans le mysticisme turc. Il est fondé dans les années 1970 par Fethullah Gülen, penseur mystique de tradition soufie résidant aux États-Unis depuis 1999. Très discret sur son fonctionnement, ce mouvement est composé d'un ensemble de réseaux décentralisés et transnationaux et œuvre pour influencer la société par différentes activités séculaires. Présente dans le monde des affaires comme dans les secteurs stratégiques, la confrérie a mis en place une nouvelle élite capable de servir ses intérêts. Voir: B. BALCI, *Entre mysticisme et politique, le mouvement Fethullah Gülen en Turquie*, site du CERI-CNRS, *Sciences Po*, le 25.10.2013, consultable sur: <<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/entre-mysticisme-et-politique-le-mouvement-de-fethullah-guelen-en-turquie>> (dernier accès le 10.11.2014).

¹⁴ Dans un retournement de situation, le mouvement Gülen, en s'appuyant sur ses membres présents dans le système judiciaire comme dans la police, a cherché à déstabiliser profondément le pouvoir en place en révélant, en décembre 2013, une série impressionnante de détournements d'argent public (perquisitions et écoutes téléphoniques à l'appui), impliquant une cinquantaine de personnes dont les fils de trois ministres, ainsi que celui d'Erdoğan, des hommes d'affaires, fonctionnaires et élus. La démission de huit députés de l'AKP a suivi ces révélations. Cela n'a pas suffi à déstabiliser le pouvoir en place, mais a été l'occasion de la destitution ou mutation de 5000 policiers, de même

Les mandats de l'AKP ont donc été l'occasion d'un remaniement profond dans la répartition des pouvoirs qui a eu pour principale conséquence la diminution de l'influence des héritiers du kémalisme au profit des nouvelles élites conservatrices et religieuses. Cette nouvelle répartition des pouvoirs a laissé le champ libre à un développement de l'influence de la religion.

2. La politique de l'AKP concernant les minorités religieuses

L'accession au pouvoir de l'AKP en 2002 a constitué une rupture dans la politique étatique turque concernant les minorités. En s'appuyant sur les droits civiques et les libertés fondamentales, ainsi que sur le processus d'adhésion à l'Union européenne, le discours et la politique de l'AKP ont su dépasser la connotation négative des minorités et les contraintes d'une laïcité autoritaire, pour se positionner en défenseur des droits des minorités.

2.1. Les minorités non musulmanes

Depuis les fondements de la République, les minorités en général, et les minorités religieuses en particulier, ont été envisagées dans un contexte de sécurité nationale et la liberté de conscience a toujours été affaiblie par le projet de formation de l'État-nation. La vision des minorités comme menaces, masquée par un prétendu 'pluralisme harmonieux', a ainsi fait consensus dans tous les secteurs du spectre politique jusque dans les années 2000, tout comme la perception des revendications des droits des minorités comme atteintes à la cohésion nationale.

En effet, en ce qui concerne les minorités, le traumatisme de la fin de l'époque ottomane est resté profondément ancré dans les esprits. Toute défense des minorités reste perçue comme une forme d'ingérence des Occidentaux, les minorités (particulièrement les Grecs orthodoxes et les Arméniens grégoriens) étant considérées à la solde de l'ennemi. Ce sentiment est parfois dénommé 'paranoïa de Sèvres', en référence au traité de Sèvres de 1920 qui prévoyait le démantèlement de l'Empire ottoman. La

que de 200 procureurs et juges. De plus, une nouvelle loi du 15 février 2014 a renforcé l'emprise du gouvernement sur la justice. Voir: *Yeni HSYK Kavga Dövüşle Yasalaştı* [La nouvelle législation sur le Haut Conseil des Juges et Procureurs est passée après de vifs débats], site du journal internet *T24*, 16.02.2014, consulté sur: <<http://t24.com.tr/haber/yeni-hsyk-kavga-dovusle-yasalasti,251190>> (dernier accès le 10.11.2014).

perception des minorités aujourd'hui reste encore profondément affectée par cette période. L'État turc a ainsi par la suite cherché à conserver un pluralisme statique en affaiblissant progressivement les minorités¹⁵. Il s'accommode des minorités existantes en leur conférant un statut de citoyen 'de seconde classe', mais cherche à empêcher leur développement, comme il freine l'attribution du statut de minorité à toute autre confession. De nombreuses mesures étatiques discriminatoires, une surveillance et des contrôles systématiques, ainsi que des violences répétées non condamnées aboutissent au départ d'un grand nombre de juifs pour Israël à partir de 1948 et à des départs précipités et massifs de Grecs lors des tensions avec Chypre à partir de 1964¹⁶.

À partir de 2002, sous l'effet simultané des exigences européennes et de la prise de pouvoir de l'AKP, l'État a entamé des discussions avec les acteurs principaux et les représentants de la société civile des communautés non musulmanes pour répondre aux revendications de ces minorités. En réussissant à dépasser les *a priori* historiques, l'AKP a marqué un véritable tournant dans la politique religieuse turque. Ces minorités, ignorées et passées sous silence depuis la création de la République, ont ainsi retrouvé une légitimité dans la société turque. Les autorités confessionnelles sont devenues des interlocuteurs privilégiés dans un esprit de conciliation.

Erdoğan a, tout d'abord, multiplié les gestes symboliques et les discours d'ouverture, politique qu'il avait déjà commencée en tant que maire d'Istanbul (1994-1998). Il a souligné, à plusieurs reprises, que les minorités sont une richesse et que cette mosaïque unique fait la grandeur de la Turquie. Parmi les mesures symboliques, l'État a financé les travaux de restauration de plusieurs églises et synagogues, la plus symbolique étant l'église arménienne d'Akhtamar (2006), et a permis l'ouverture exceptionnelle de monastères, comme le monastère orthodoxe grec de Trabzon après 88 ans de fermeture. Des cérémonies ont pu avoir lieu dans certaines églises ou monastères, qui étaient devenus des musées.

Des lois ont aussi été modifiées. On peut citer en particulier les différents

¹⁵ Voir: H. BOZARSLAN, *Les minorités en Turquie*, in «Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques», n. 115, 2005. A. AKTAR, «'Turkification' Policies in the Early Republican Era», in *Turkish Literature and Cultural Memory: 'Multiculturalism' as a Literary Theme after 1980*, C. Dufft (dir.), Harrassowitz Verlag, Wiesbaden 2009.

¹⁶ On peut citer comme exemple l'impôt sur la fortune ou *Varlık Vergisi* de 1942 à 1944, une mesure d'économie de guerre, qui a plus sévèrement pénalisé les minorités non musulmanes, et a été imposé tout d'abord aux Juifs de Turquie, puis aux Arméniens et Grecs. Voir: A. AKTAR, *Varlık Vergisi ve Türkleştirme Politikaları* [L'impôt foncier et les politiques de turquisation], İletişim, Istanbul 2002.

amendements sur la loi d'association passés dans les différents 'paquets' d'harmonisation législatifs réalisés de 2002 à 2005 pour répondre aux exigences de l'Union européenne: ces réformes ont permis un contrôle moins systématique de l'État et un assouplissement des critères requis pour obtenir le droit d'association. La construction de nouveaux lieux de culte a été ré-autorisée (modification de la loi du sol en 2003). Enfin, après des années de pressions exercées par Bruxelles, le Parlement turc a voté, fin 2006, une loi garantissant les propriétés des fondations religieuses – y compris étrangères – et la restitution de certains biens mis sous tutelle publique¹⁷. En effet, depuis 1974, de nombreuses donations au profit de structures communautaires avaient été annulées, les biens litigieux saisis puis restitués à leurs anciens propriétaires ou confisqués au profit de l'État. Enfin, la mention obligatoire de la religion sur la carte d'identité a été rendue facultative en 2008¹⁸.

Cette entente cordiale entre l'AKP et les minorités religieuses non musulmanes s'explique par des visions communes, notamment sur la critique du rôle autoritaire de l'État. De plus, l'AKP a prôné dans sa politique un humanisme religieux avec l'idée que «l'amour que nous avons pour les créatures vient de l'amour pour notre Créateur» ou bien que «nous sommes tous égaux puisque nous sommes tous créés par Dieu»: les minorités non musulmanes ne sont plus rejetées comme non turques, mais acceptées au titre de la tolérance religieuse, en tant que «Gens du Livre», monothéistes et ayant reçu le message divin, rappelant en cela l'organisation des *milletts* de l'Empire ottoman. Même si certains problèmes restent non résolus¹⁹, cette politique d'ouverture de

¹⁷ Les restitutions se sont faites progressivement. Le site du monastère assyrien de Mor Gabriel, comprenant 244000 m² de terrain, a ainsi été restitué en 2013. Depuis 2008, 250 propriétés ont été restituées, 600 demandes ont été rejetées et 500 restent en attente. Voir: *Azınlıklara tarihin en büyük iadesi yapıldı* [La plus grande restitution de l'Histoire a été faite aux minorités], site du journal *Hürriyet*, le 08.10.2013, <<http://www.hurriyet.com.tr/gundem/24873651.asp>> (dernier accès le 10.11.2014).

¹⁸ Cette mesure peut cependant être relativisée par la découverte récente de la présence d'un numéro d'identification liée à l'appartenance à une minorité sur la carte d'identité datant des débuts de la République et sur lequel le gouvernement a gardé le silence. Voir: *Nüfus kayıtlarında 'soy kodu' ile fişleme; Rumlar 1, Ermeniler 2, Yahudiler 3* [Fichage dans les registres par un code, Grec 1, Arménien 2, juif 3], site du journal *T24*, le 01.08.2013, <<http://t24.com.tr/haber/nufus-kayitlarinda-soy-kodu-ile-fisleme-rumlar-1-ermeniler-2-yahudiler-3,235861>> (dernier accès le 10.11.2014).

¹⁹ Parmi les difficultés persistantes, il faut souligner le problème des écoles de théologie des minorités non musulmanes, toujours interdites, le problème du statut juridique des chefs religieux, comme les Patriarches grec orthodoxe et arménien et le Grand Rabinat, et le recours encore utilisé par l'AKP du 'principe de réciprocité' (l'article 45 du Traité de Lausanne énonce en effet que les droits reconnus aux minorités non musulmanes de la Turquie doivent

l'AKP a permis à ce parti de gagner une légitimité internationale. En Turquie, cependant, l'opinion publique reste majoritairement suspicieuse à l'égard des minorités non musulmanes et le rapport sur la Turquie de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance de 2011²⁰ a rappelé que l'instauration d'un État de droit était menacée par la mise en application négligée de certaines lois. Les mesures réalisées par l'AKP ont, malgré tout, permis dans une certaine mesure l'évolution du sort des minorités non musulmanes, rappelons-le, aujourd'hui ultra-minoritaires en Turquie²¹.

L'ambivalence de la politique de l'AKP sur les libertés religieuses et l'influence significative des références religieuses sont d'autant plus visibles dans l'analyse des politiques menées au sujet des minorités au sein de l'islam, et en particulier dans le cas des alévis.

2.2. Le cas des alévis

Les alévis²² constituent la plus importante minorité religieuse au sein de l'islam en Turquie, près de 15 à 20% de la population. Majoritairement d'ethnie turque, quelques 20% sont Kurdes²³. En ce qui concerne leur croyance alévi ou alévi-*bektaşî*²⁴, il s'agit d'une hétérodoxie inspirée de l'islam soufi.

être également reconnus par la Grèce à la minorité musulmane se trouvant sur son territoire).

²⁰ *Rapport de l'ECRI sur la Turquie (quatrième cycle de monitoring)*, 2011, consultable sur le site de l'ECRI (*Commission européenne sur le racisme et l'intolérance*): <<http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/country-by-country/turkey/TUR-CBC-IV-2011-005-FRE.pdf>> (dernier accès le 10.11.2014).

²¹ Parmi les minorités non musulmanes, on trouve les grecs orthodoxes, les arméniens grégoriens et les juifs (communautés qui comptent respectivement aujourd'hui 60000, 25000 et 1500 personnes). Voir: B. ORAN, *Türkiyede azinliklar, Kavramlar, Teori, Lozan, İç mevzuat, İctihat, Uygulama* [Les minorités en Turquie: les concepts, le traité de Lausanne, la législation intérieure, les cas, l'application], İletişim, Istanbul 2005, p. 38. Il existe différentes sources de données concernant les minorités religieuses en Turquie.

²² Il faut souligner que le nom 'alévi' est utilisé depuis le début du XIX^e siècle et étymologiquement signifie les 'descendants d'Ali'. Auparavant, le nom utilisé était *kizilbaş* les 'têtes rouges' en référence à la tenue rouge des disciples turkmènes de Shah Ismail au XVI^e siècle. Pour Mélikoff, avant cette date, les alévis sont dénommés 'hérétiques' ou *râfizi* 'séparatistes' dans les documents ottomans. Voir: I. MELIKOFF, *Uyur İdik Uyardılar* [Nous avons été réveillés alors que nous dormions], Cem Yayinevi, Istanbul 1993, p. 53. A. GÖKALP, *Les alévis*, in *Les Turcs: Orient et Occident, Islam et Laïcité*, S. Yérasimos (dir.), Autrement, Paris 1994, pp.112-125.

²³ D. SHANKLAND, *The Alevi in Turkey: The emergence of a secular Islamic tradition*, Routledge-Curzon, Londres-New York, 2003, p. 20.

²⁴ Pour Irène Mélikoff, la différence entre les alévis et *bektaşî* est seulement sociologique, les deux groupes ayant le même fondateur Haci Bektaş, et la même croyance comme le *Vahdeti Vücut* qui signifie l'unité des êtres, toutes les créatures n'étant que le reflet de Dieu,

Ayant ses racines dans l'islam chiite, cette mouvance est 'syncrétique': elle est influencée par des religions antérieures à l'islam ainsi que par divers mouvements mystiques de l'islam²⁵.

Afin de survivre, en dépit de l'hostilité et de la persécution de la majorité sunnite qui les considère comme des hérétiques, les alévis et les *bektaşî* ont développé un réseau social-religieux serré et ont gardé secrète leur croyance dès l'époque ottomane et encore sous la République. Le projet républicain a cependant été soutenu par les alévis, car il permettait leur émancipation en tant que citoyens égaux aux sunnites, mettant fin aux quatre siècles de marginalisation politique et religieuse des alévis dans l'Empire ottoman. En particulier, les alévis ont vu dans la laïcité turque une obligation de contenir la religion dans la sphère privée, projet auquel ils étaient favorables dans la mesure où il impliquait une visibilité et une influence restreinte de l'islam sunnite dans la vie publique.

Ainsi, pour les alévis, l'intervention de l'islam en politique et comme ciment fédérateur de la nation a toujours été synonyme d'un danger d'assimilation à un islam d'État, reposant principalement sur le dogme sunnite. Les alévis ont donc majoritairement soutenu la vision rigide de la laïcité en tant que contrôle des religions, dans la mesure où, même si leur culte était officiellement interdit, sa pratique était tolérée. La revendication des particularismes alévis apparaît donc tardivement, à partir des années 1960, et de plus en plus ouvertement, alors que l'influence de la religion dans la société turque se fait plus visible et que des pogroms anti-alévis ont lieu. Militant dans les partis de gauche pour une justice sociale et pour une laïcité garante de non-discrimination, les alévis ont majoritairement soutenu le Parti républicain du peuple (CHP, *Cumhuriyet Halk Partisi*), héritier du parti unique de Mustafa Kemal Atatürk. Les alévis reprochaient aux

ou la croyance en la réincarnation, qui comprend une conception du temps cyclique. I. MELIKOFF, *Kırklar'ın Cemi'nde* [Au banquet des quarante], Demos, Istanbul 2007, pp. 40-55. Pour Thierry Zarcone, le bektâşisme est une confrérie alors que l'alévisme est une croyance. Les alévis étaient des nomades ruraux, fermés et secrets, tandis que les *bektaşî* étaient des urbains, formés (à la fois en termes d'éducation et d'initiation) et ouverts (une initiation à cette confrérie existait, ce qui n'était pas le cas pour les alévis). TH. ZARCONE, *La Turquie moderne et l'islam*, Flammarion, Paris 2004, p. 43.

²⁵ Ces influences sont notamment le chamanisme, le manichéisme, le bouddhisme, le judaïsme, le christianisme, ainsi que l'*hurufilik* «une approche cabalistique» ou bien par des mouvements comme l'*abilik* ou «pacte d'honneur entre artisans», confrérie religieuse datant du XIII^e siècle luttant contre l'injustice sociale. Voir: A.Y. OCAK, *Alevî ve Bektaşî İnançlarının İslâm Öncesi Temelleri* [Les fondements pré-islamiques des croyances alévie et *bektaşî*], İletisim, Istanbul 2000; F. KOPRULU, *Türk Edebiyatında İlk Mutasavvıflar* [Les premiers soufis dans la littérature turque], Akçağ, Ankara 2003⁹, p. 210.

partis de droite leurs relations très fortes avec les confréries sunnites et leur soutien à une visibilité accrue de l'islam dans l'espace public, et ils étaient fortement opposés à l'islam politique qui critiquait ouvertement le projet de modernité et la laïcité²⁶. L'élection du parti de l'AKP a donc été perçue par les alévis comme une menace pour la laïcité et comme une sunnisation de l'appareil étatique.

Dans le même temps, le cas des alévis a été mis en avant par l'Union européenne, poussée par la communauté alévie d'Allemagne. Le gouvernement s'est saisi du sujet en 2009 et a entamé un processus de dialogue, appelé «Projet de solidarité et de fraternité nationale» (*Milli Birlik ve Kardeşlik Projesi*), qui comprenait aussi une ouverture envers les Kurdes.

Cette 'ouverture alévie' représente avant tout la première reconnaissance politique officielle des alévis, mais, malgré l'ouverture d'un débat public et une volonté affichée de concertation, les avancées sont restées minces. Le débat s'est en grande partie focalisé sur la définition de l'alévisme, débat qui divise les représentants alévis dont la pratique du culte reste très hétérogène. Culte faisant partie de l'islam pour certains, il est envisagé dans une approche culturelle et philosophique par d'autres, qui ne le considèrent plus comme appartenant à l'islam. Les principales revendications des alévis se sont heurtées à la conception unitaire de l'islam d'État et aux fondamentaux de l'islam sunnite. En effet, la reconnaissance des lieux de culte alévis, les *cemevi*, est inadmissible pour une mentalité sunnite pieuse qui considère que seule la mosquée (*masjid*) est le lieu de prière des musulmans. La dispense des cours de religion obligatoires, lesquels reposent essentiellement sur un catéchisme sunnite, n'a pas été accordée. Les propositions visant à mentionner les autres interprétations de l'islam dans les cours de religion ont été perçues comme de nouvelles tentatives d'assimilation. Enfin, la réforme du Diyanet, Direction des affaires religieuses, pour soit inclure en son sein un département alévi (qui serait alors sous contrôle de l'État), soit pour réduire son rôle dans la gestion de l'islam, s'est heurtée à de vives oppositions²⁷. De plus, par son implication

²⁶ S. AYATA, *Patronage, Party, and State: The Politicization of Islam in Turkey*, in «Middle East Journal», vol. 50, n. 1, 1996, pp. 40-56.

²⁷ Pendant les ateliers alévis, le rapport sur le développement de la stratégie du Diyanet pour la période 2009-2013 indique cependant, dans une rubrique intitulée *Les menaces*, que «tout effort pour présenter les différentes interprétations de l'islam comme religion» et toute demande «d'interdiction des cours de religions obligatoires dans les écoles» sont considérés comme des menaces pour «notre unité et cohésion nationale». Voir: *T.C. Başbakanlık Diyanet İşleri Başkanlığı Stratejik Plan 2009-2013* [Plan stratégique de la Présidence des affaires religieuses]. On peut aussi signaler que le coordinateur principal du gouvernement lors de l'ouverture alévie, Necdet Subaşı, a été nommé en 2011 à la

pour définir l'aléisme par rapport à l'islam, le gouvernement a montré sa volonté de conserver un rôle de supervision de la structure religieuse existante et a outrepassé les compétences d'un gouvernement laïque en assumant un rôle théologique de définition de l'islam.

En apparence, il semble y avoir une rupture sous la gouvernance de l'AKP en ce qui concerne le rapport à la minorité alévie, avec davantage de recherche de consensus démocratique, mais ce que montrent les résultats de l'ouverture alévie, c'est que l'acceptation de cet islam hétérodoxe reste difficile: l'AKP, avec ses racines idéologiques puisant dans l'islam politique, ne peut dépasser ses convictions religieuses et accepter un tel pluralisme dans l'islam. De plus, l'acceptation de la pluralité de l'islam remet en question le monopole de l'État sur ce domaine.

Ainsi, les concepts tels que la liberté, l'égalité et la tolérance sont redéfinis dans une perspective religieuse, puis sont inclus dans la démarche démocratique de défense des droits de l'homme. L'imprégnation profonde de l'AKP d'une vision religieuse laisse penser que ces ouvertures démocratiques s'appuient donc davantage sur une tolérance religieuse que sur le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Cette tolérance a permis une évolution de la situation des non-musulmans, mais l'acceptation du pluralisme dans l'islam a suscité plus de réticences.

2.3. Les protestations de Gezi

Depuis la fin des ateliers d'ouverture en 2010, la question alévie est restée dans cette impasse. Plusieurs événements récents ont renforcé les tensions entre cette communauté et l'AKP. Les semaines de contestation sociale de Gezi, du nom du parc d'Istanbul où elles ont eu lieu, en juin 2013, ont été révélatrices du malaise grandissant d'une partie de la population. Ce mouvement cherchait en premier lieu à s'opposer à l'autoritarisme grandissant du Premier ministre Erdoğan, qui dans son projet de suppression du parc de Gezi pour reconstruire une ancienne caserne ottomane abritant un futur centre commercial et centre d'affaires, n'a mis en

tête du Département stratégique du Diyanet. Dans le rapport stratégique de 2012-2016, dans le paragraphe sur les menaces, on trouve: «Les efforts destinés à expliquer par des perceptions subjectives certaines opinions et des interprétations [comme hors de l'islam] alors qu'elles se trouvent dans la tradition islamique». Parmi les menaces se trouvent aussi: «Les activités destinées à détériorer les valeurs religieuses et morales, les activités qui nuisent à notre unité et à notre solidarité». Le rapport stratégique de 2012-2016 est consultable sur le site du Diyanet: <http://www.diyanet.gov.tr/strateji_gelistirme_baskanligi/dokumanlar/diyanet_stratejik_plan.pdf> (dernier accès le 10.11.2014).

place aucune concertation. Il s'agissait aussi pour les manifestants de faire entendre leur opposition aux nouvelles valeurs conservatrices dominantes du pouvoir politique en place. Ne trouvant pas dans l'engagement politique un moyen de faire entendre leurs revendications (les partis d'opposition se présentent comme divisés et sans aucun projet cohérent alternatif), c'est donc par l'engagement dans ces protestations que les individus de la société civile ont trouvé un moyen d'expression.

Au cœur des contestations de Gezi, on trouve donc à la fois des laïcistes, des défenseurs de l'environnement, des jeunes, des féministes ou des mouvements syndicaux, mais aussi des courants religieux anti-libéraux. Les alévis étaient aussi très largement présents au sein même des mouvements précités, même s'il est difficile d'apprécier précisément leur nombre. Ils ont surtout cherché à faire entendre leurs revendications politiques, comme la défense de la laïcité et la lutte contre la sunnisation de la politique étatique, plutôt que de brandir leur appartenance confessionnelle comme étendard. L'implication des alévis dans ce mouvement puissant et composite peut indirectement être montrée par l'appartenance religieuse des victimes de ces mobilisations. Ainsi parmi les six manifestants ayant trouvé la mort, on trouve trois alévis et trois alaouites²⁸. La septième victime, décédée suite à ses blessures en mars 2014, était aussi alévie. La réponse du gouvernement s'est manifestée par une répression violente et l'absence totale d'ouverture au dialogue. En utilisant les ressorts systématiquement développés en Turquie, ceux de la victimisation et du complot des forces étrangères, Erdoğan a accusé Israël²⁹, les pays occidentaux ou bien le 'régime alaouite de Syrie' de ces tensions visant, selon lui, à déstabiliser l'État turc. De plus, un rapport de la police d'Istanbul indiquant que 78% des manifestants étaient de confession alévie a été diffusé, rapport sur lequel Erdoğan s'est appuyé pour suggérer qu'un groupe religieux spécifique était derrière ces protestations³⁰, attisant ainsi les tensions

²⁸ A. KAVAL, *Alévis de Turquie: de l'oppression ottomane aux débordements du conflit syrien*, site *Les clefs du Moyen-Orient*, paru le 08.11.2013, <<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Alevis-de-Turquie-de-l-oppression.html>> (dernier accès le 20.06.2014).

²⁹ Erdoğan a souligné à plusieurs reprises que ceux qui étaient derrière les manifestations de Gezi sont des «lobbies financiers». Le ministre d'État Besir Atalay a, lui, directement accusé la «diaspora juive», qui contrôle ce lobby, d'avoir organisé les manifestations via les medias notamment. Voir: *Gezi olaylarını Yahudi diasporası tetikledi* [Les manifestations de Gezi ont été déclenchées par la diaspora juive], site du journal *Hürriyet*, le 02.08.2013, consultable sur: <<http://www.hurriyet.com.tr/gundem/23631279.asp>> (dernier accès le 20.06.2014).

³⁰ *Polisten Gezi Olaylarıyla ilgili ilginç rapor* [Un rapport intéressant de la police sur les événements de Gezi], site du journal *Radikal*, le 25.11.2013, <http://www.radikal.com.tr/turkiye/polisten_gezi_olaylariyla_ilgili_ilginç_rapor-1162696> (dernier accès le 20.06.2014).

communautaires et stigmatisant particulièrement la communauté alévie. Traitant de mécréants les manifestants, les accusant d'avoir profané une mosquée en y buvant de l'alcool³¹, le Premier ministre Erdoğan a cherché à démontrer la légitimité de son pouvoir en rassemblant ses partisans dans des contre-manifestations.

Il en a résulté un climat de défiance à l'égard du gouvernement et principalement de la part des alévis pour qui les gestes publics et les discours, souvent symboliques, d'Erdoğan pour affirmer son engagement envers l'islam, fragilisent davantage les principes de laïcité en Turquie. Cette tension avec les alévis a été notamment visible lors du choix du nom du futur troisième pont sur le Bosphore. En proposant le nom du Sultan Yavuz Selim, dont le règne (1512-1520) a été marqué par d'importants massacres d'alévis, le Premier ministre a soulevé une vague d'indignation.

Cette stigmatisation de tous les éléments non turcs ou non sunnites est un élément récurrent dans les interventions du Premier ministre. Ainsi, lors de la campagne du référendum sur la modification des règles de composition du Haut Conseil des Juges et Procureurs (HSYK) en 2010, Erdoğan a déclaré que cela permettrait de mettre fin aux nominations à ce conseil de *dede*, en référence aux deux anciens ministres de la Justice de confession alévie³². Cette approche 'ségrégonniste' d'Erdoğan a aussi été manifeste pendant la campagne électorale de 2011, où, à plusieurs reprises, l'ethnicité et la religion du leader du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu (alévi d'une région majoritairement kurde) ont été mises en avant. Cette même tendance est constatée à l'encontre du parti du BDP (Parti de la paix et la démocratie), composé majoritairement de Kurdes accusés par Erdoğan d'être de mauvais musulmans, voire d'être zoroastriens³³.

³¹ Erdoğan a accusé les manifestants d'avoir profané une mosquée à Istanbul alors que ceux-ci y avaient trouvé refuge pour se protéger de gaz lacrymogènes et pour donner une aide d'urgence aux blessés. À plusieurs reprises, le Premier ministre a évoqué que les manifestants y avaient pris de l'alcool ou s'y étaient amusés. L'imam de la mosquée a indiqué qu'il n'avait vu personne boire de l'alcool dans la mosquée et, depuis, il a été muté. Voir: *O cami'nin müezzini polise ifade verdi: İçki içildigini görmedim* [Le muezzin de la mosquée a donné son témoignage à la police: je n'ai pas vu qu'ils ont bu de l'alcool], site du journal *Radikal*, le 26.06.2013, <http://www.radikal.com.tr/turkiye/o_cami_nin_muezzini_polise_ifade_verdi_icki_icildigini_gormedim-1139216> (dernier accès le 20.06.2014).

³² Les *dede* sont les guides spirituels de la confession alévie. *Dedelerden talimat alma dönemi bitti* [C'est fini de prendre des instructions de la part des *dede*], site du journal *Radikal*, le 30.08.2010, <<http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetay-V3&ArticleID=1016365&CategoryID=78>> (dernier accès le 20.06.2014).

³³ Suite à la demande de modification du code vestimentaire en vigueur au Parlement ayant pour but de permettre aux femmes de porter le pantalon, requête d'une députée

Dernièrement, le Premier ministre a traité d'«espèce de sperme d'Israël» un protestataire qui critiquait la gestion de la catastrophe minière de Soma qui a fait 302 morts³⁴. Enfin, dans sa lutte acharnée contre le mouvement Gülen, accusé de complot contre l'État après les révélations de décembre 2013, Erdoğan a déclaré dans un meeting que ce mouvement était pire que les chiïtes, ce qui a été perçu comme une attaque par la communauté jafarie de Turquie³⁵. L'ensemble de ces insultes, de ces dénigrement et de ces discours de haine participent ainsi à la mise à l'écart des éléments non sunnites ou non turcs, et la légitimation politique repose de plus en plus sur la confession majoritaire sunnite. Mais le regain de tension et la polarisation confessionnelle ont été surtout exacerbés par la politique étrangère du gouvernement de l'AKP.

3. La politique extérieure de l'AKP

Le gouvernement de l'AKP a insufflé une nouvelle vision aussi bien dans la politique intérieure de la Turquie que dans sa politique extérieure. En effet, l'impulsion du processus d'adhésion à l'Union européenne a coïncidé avec un engagement profond de l'AKP pour une politique pro-européenne, source des réformes 'profondes' de démocratisation³⁶.

handicapée du CHP, le BDP a proposé d'inclure la permission de porter le voile dans cette proposition. Erdoğan a accusé le BDP d'instrumentaliser la question du voile en indiquant que des personnes liées à la religion de Zoroastre ne sauraient avoir d'avis sur la question de voile. Ainsi, pour lui, la question du voile est une lutte qui ne peut être défendue que par des musulmans, et par son parti particulièrement. De cette manière, Erdoğan indique que les membres du BDP (d'origine kurde principalement) ne sont pas des musulmans et le fait d'être zoroastrien devient une injure pour déprécier ce parti. Voir: *Dini Zerdüştlük olanın böyle bir derdi olabilir mi?* [Est-ce que les adeptes de la religion de Zoroastre peuvent s'intéresser au problème du voile?], site du journal *Milliyet*, le 15.10.2011, <<http://siyaset.milliyet.com.tr/-dini-zerdustluk-olanin-boyle-bir-derdi-olabilir-mi-/siyaset/siyasetdetay/15.10.2011/1451167/default.htm>> (dernier accès le 20.06.2014).

³⁴ «Espèce de sperme d'Israël»: Erdoğan accusé d'antisémitisme, site du journal *Libération*, le 16.05.2014, <http://www.liberation.fr/monde/2014/05/16/espece-de-sperme-d-israel-erdogan-accuse-d-antisemitisme_1018945> (dernier accès le 10.11.2014).

³⁵ *Caferilerden Başbakan Erdoğan'ın 'Şia' sözlerine tepki* [Les jafaris sont offensés par l'utilisation du mot chiïte par Erdoğan], site du journal *Radikal*, le 14.03.2014, <<http://www.radikal.com.tr/turkiye/caferilerden-basbakan-erdoganin-sia-sozlerine-tepki-1181320>> (dernier accès le 20.06.2014).

³⁶ Voir: B. ORAN, *Türkiye Kabuk Değiştirirken AKP'nin Dış Politikası* [La politique internationale de l'AKP dans une Turquie changeant de peau], in «Birlik», n. 184-185, 2004.

Ce projet pro-européen de l'AKP est radicalement opposé aux positions traditionnelles de l'islam politique, qui défend un rapprochement avec les pays musulmans et une distance avec l'Occident et ses alliés. Pour autant, l'Union européenne ne constitue qu'un des aspects de la politique extérieure multidimensionnelle du gouvernement de l'AKP, qui a cherché à dépasser les enjeux du passé et a défendu une nouvelle politique du 'zéro problème' avec ses proches voisins. Depuis la fondation de la République, les proches voisins de la Turquie étaient vus comme des ennemis potentiels: «Le seul ami du Turc est un autre Turc» dit le proverbe populaire. Lors de la guerre d'indépendance, les anciens pays sous occupation ottomane se sont ainsi retournés contre les Turcs, s'alliant avec l'Occident (Grèce, ou pays arabes) ou avec la Russie (Arménie), provoquant un isolement de la nouvelle République de Turquie.

Dans ses relations internationales, l'AKP a donc essayé de rétablir et d'intensifier ses relations avec des régions qualifiées de zone d'influence naturelle ou 'hinterland', en référence aux pays anciennement sous l'emprise de l'Empire ottoman. Les idées directrices de cette approche se trouvent dans le livre *Profondeur stratégique* d'Ahmet Davutoğlu, conseiller en politique extérieure de l'AKP depuis 2002, ministre des Relations internationales depuis 2009 et Premier ministre depuis août 2014³⁷. Comme le souligne Baskin Oran, les relations internationales de la Turquie républicaine ont été menées sous la bannière de «paix à la maison, paix dans le monde», avec une Turquie comme «État moyennement stratégique» qui cherche surtout à protéger ses frontières existantes, à maintenir l'équilibre des puissances régionales et à affirmer le positionnement de la légitimité internationale³⁸. À partir des années 1950, voyant la défense de ses intérêts nationaux dans la sphère de la civilisation occidentale, centre du savoir et de la civilisation, la Turquie républicaine a réduit considérablement ses relations avec les pays et les cultures du Moyen-Orient. La nouvelle politique de l'AKP est donc de se repositionner dans une structure et une géographie dynamique, en défendant un rôle plus actif de la Turquie, voire un rôle déterminant, dans la politique du Moyen-Orient.

La politique internationale de l'AKP, dans sa première décennie, repose ainsi autant sur un certain pragmatisme politique que sur la politique du 'zéro problème' comme le montrent le cas de Chypre ou de la non-intervention en Irak³⁹. En effet, les exemples de la gestion de la crise irakienne et l'accueil positif du plan de résolution des Nations-Unies sur

³⁷ A. DAVUTOĞLU, *Stratejik Derinlik* [Profondeur stratégique], Küre Yayınları, Istanbul 2010⁴³.

³⁸ ORAN, *Türkiye Kabuk Değiştirirken AKP'nin Dış Politikası*, cit.

³⁹ Voir U. YAZMACI, *La Politique extérieure de l'AKP: entre héritage ottoman et tradition républicaine, Dossier spécial: Turquie changement de cap?*, in «Moyen-Orient», n. 9, janvier-mars 2011.

la réunification de Chypre sont significatifs.

3.1. Politique au Moyen-Orient

La politique de bon voisinage de l'AKP a permis de faire évoluer des problématiques sujettes à de grandes tensions, tension territoriale notamment avec la Syrie au sujet de la région d'Alexandrette (l'actuel Hatay), tension concernant l'énergie et l'agriculture au sujet du partage de l'eau de l'Euphrate et enfin tensions politiques concernant la région kurde. Les crispations provoquées par la politique du laissez-faire de Damas en ce qui concerne le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui a même été jusqu'à l'accueil de son leader, Abdullah Öcalan, à Damas en 1998 (ce qui a provoqué une escalade des tensions entre la Turquie et la Syrie) ont laissé place à un développement du commerce et des relations politiques entre les deux pays. L'AKP a ainsi montré sa volonté d'étendre sa présence commerciale et économique dans cet espace proche-oriental, mobilisant une proximité culturelle et historique avec des références omniprésentes à la civilisation islamique. Les relations commerciales, culturelles et militaires de la Turquie avec la Syrie, la Jordanie, le Liban et les pays du Golfe persique ont ainsi été fortifiées, avec même la volonté de créer un espace de libre-échange des biens et services⁴⁰. L'AKP, dans ce rapprochement, a mis en avant les valeurs de l'islam en prônant un rapprochement sur des bases religieuses, même si ce sont avant tout les intérêts économiques qui priment.

L'AKP a, de plus, soutenu la création d'un gouvernement autonome kurde irakien, cette zone étant devenue un partenaire économique majeur pour la Turquie, qui a même ouvert un consulat à Erbil en 2010. Pour pouvoir créer des conditions favorables à son développement dans la région, l'AKP a de même tenté d'apaiser les tensions en jouant un rôle de médiateur entre Israël et la Palestine ou bien dans la question du nucléaire iranien. Cette politique de bon voisinage a aussi inclus des tentatives d'ouverture envers l'islam chiite avec une visite en Irak en 2011 comprenant, entre autres, la visite du sanctuaire d'Ali à Najaf, considéré comme le premier

⁴⁰ Notons, par exemple, que les exportations pour la Syrie sont passées de 184 millions de dollars en 2000 à 1,6 milliard de dollars en 2010. Pour l'Irak, les exportations sont passées de 829 millions de dollars en 2003 à 6 milliards en 2010, faisant de l'Irak en 2013 le deuxième pays pour l'export après l'Allemagne. Voir: H.J. BARKEY, *Turkish foreign policy and the Middle East*, site du CERI-CNRS, *Sciences Po*, le 06.06.2011, <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/n10_06062011.pdf> (dernier accès le 17.11.2014).

lieu de pèlerinage des chiïtes⁴¹. Ce rapprochement, qui a surtout pour but de pacifier la zone pour que la Turquie puisse y développer ses échanges commerciaux, a été présenté comme une volonté de réconcilier toutes les formes de l'islam et a été l'occasion pour l'AKP de démontrer sa tolérance et sa modération. Cette ouverture sur le chiïsme s'est même étendue à l'Iran avec la signature d'un accord de relations bilatérales, même si cette entente repose surtout sur la base d'un bon voisinage entre puissances régionales⁴².

Alliés stratégiques depuis les années 1990, la Turquie et Israël, qui coopéraient militairement par l'échange de renseignements, ont vu leurs relations se dégrader pendant l'opération israélienne 'Plomb durci' dans la bande de Gaza (décembre 2008-janvier 2009). Mais c'est surtout en 2010, l'affaire du Mavi-Marmara (navire d'aide humanitaire parti pour briser le blocus israélien de la bande de Gaza et abordé par des commandos israéliens dans les eaux internationales) qui a ouvert une grave crise diplomatique entre Israël et la Turquie. Ces tensions ont eu des retentissements importants en Turquie où des centaines de manifestants s'en sont pris au consulat d'Israël à Istanbul et où les médias et des personnes politiques ont relayé les appels au boycott des produits israéliens, voire même des 'produits juifs', accusant de grandes firmes multinationales d'être gérées par un groupe religieux homogène, les «juifs cosmopolites»⁴³. Ainsi, les discours antisémites ont pris de l'ampleur pendant cette période, aussi bien dans la population turque qu'au niveau des responsables politiques comme Erdoğan, qui n'hésite pas à attaquer régulièrement Israël dans ses discours⁴⁴. Ces positions ont des conséquences en Turquie où la population juive se sent de plus en plus menacée.

⁴¹ J.-P. BURDY, *Les chiïtes jafaris de Turquie: une composante d'une 'politique régionale chiïte' de l'AKP*, in *La politique turque en question: entre imperfections et adaptations*, E. Parlar Dal (dir.), L'Harmattan, Paris 2012, pp. 141-155.

⁴² La Turquie a ainsi approfondi ses relations avec l'Iran, deuxième exportateur de gaz après la Russie. Malgré les tentatives d'isolement de l'Iran suite au dossier nucléaire et aux sanctions économiques des États-Unis et de l'Europe, la Turquie a contourné l'interdiction de paiement à l'Iran en transférant de l'or par Dubaï comme forme de paiement pour le gaz iranien. Voir: U. GURSES, *Iran, Altın, Halkbank üçgeni* [Le Triangle de l'Iran, l'or et la Banque populaire turque], site du journal *Radikal*, 19.12.2013, <http://www.radikal.com.tr/yazarlar/ugur_gurses/iran_altin_halkbank_ucgeni-1166937> (dernier accès le 20.06.2014).

⁴³ E.Y. YETKIN, *Ve Antisemitizm Yeniden Alevlenirken* [Pendant que l'antisémitisme est ravivé], site du journal *Birikim*, le 17.08.2014, <<http://www.birikimdergisi.com/birikim/makale.aspx?mid=1174>> (dernier accès le 20.06.2014).

⁴⁴ Voir la déclaration d'Erdoğan à Davos en 2009 ou ses déclarations au 5^e Forum de l'Alliance des civilisations en mars 2013.

3.2. La professionnalisation de la politique extérieure en Turquie

Cette diplomatie de *soft power* dans la région a donné des perspectives à la Turquie pour devenir un acteur majeur de la région, une passerelle énergétique pour le marché européen, et a été l'occasion d'augmenter de façon spectaculaire les échanges commerciaux entre la Turquie et les pays qui ont «une culture et une histoire communes». Cette initiative politique a eu en effet un certain succès, notamment dans le domaine commercial, mais a été bouleversée par les changements politiques des 'printemps arabes'. De la position de médiateur, la diplomatie turque est passée à un rôle d'acteur engagé dans la région avec un soutien ouvert aux Frères musulmans et au président Morsi en Égypte, la condamnation du coup d'État militaire du général Sissi, un engagement anti-Assad en Syrie ou encore une position ouvertement hostile au gouvernement chiite du Premier ministre Al-Maliki en Irak. Ces différents soutiens s'inscrivent ainsi dans un repositionnement de la politique extérieure turque dans un axe sunnite.

Fort de sa popularité dans la rue arabe et de ses succès économiques, sous l'étendard d'une vision 'islamique modérée', Erdoğan a soutenu les partis proches de sa mouvance, de la Tunisie à l'Égypte, rêvant d'un leadership turc d'inspiration ottomane. Après les tentatives d'Erdoğan de ramener à la raison Bachar al-Assad en 2011, c'est surtout le revirement en faveur des insurgés syriens qui a exacerbé la dimension confessionnelle des tensions entre pays sunnites et chiites. Dès 2012, la Turquie accueille sur son sol les dirigeants des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL). Même si l'envoi d'armes et les formations militaires⁴⁵ sont officiellement démentis, ils sont dénoncés par l'opposition turque. La Turquie, en ayant une politique peu restrictive au passage de ses frontières, permet aussi à la rébellion syrienne de recruter des combattants venant aussi bien de Turquie que de toute l'Europe. Au lieu de contribuer à une solution de paix en respectant la pluralité, la position turque a attisé les dissensions confessionnelles, non seulement en Turquie et en Syrie, mais aussi en Irak, voire même au Liban et, en cela, elle participe à une instabilité régionale croissante. Les antagonismes confessionnels du Moyen-Orient s'en trouvent exacerbés, l'Iran anti-occidental soutenant le régime chiite de Damas, alors que l'Arabie saoudite et le Qatar soutiennent l'opposition syrienne⁴⁶. Par ce soutien aux

⁴⁵ Fehim TAŞTEKİN, *AKP'yi yakan son dosya: Sirri kadem basan TIR* [Le dernier dossier qui a coincé l'AKP: les containers disparus], in *Al-Monitor*, le 01.07.2014, <<http://www.al-monitor.com/pulse/tr/originals/2014/01/vanished-turkish-truck-state-secret.html#ixzz3Bh1AMV7p>> (dernier accès le 20.06.2014).

⁴⁶ Voir B. BALCI, *La crise syrienne sonne-t-elle le glas du rêve turc de puissance au Moyen-*

opposants syriens et par ses relations avec les Frères musulmans, la Turquie de l'AKP s'est rapprochée de l'Arabie saoudite et du Qatar. Actuellement la Turquie n'a pas de relations diplomatiques avec Damas, Le Caire ou encore Tel-Aviv.

Ce choix stratégique d'appui aux opposants au régime syrien n'a cependant pas été dicté par l'électorat turc, à 67% opposé à la politique syrienne de l'AKP en 2012⁴⁷. Il s'agit plutôt pour l'AKP de renforcer son pouvoir régional en s'appuyant sur des régimes politiques proches de sa mouvance. En espérant pouvoir rallier l'Égypte et la Syrie, voire même l'Irak, Erdoğan souhaite renforcer la solidarité s'appuyant sur l'islam sunnite, ce qui donnerait à la Turquie des opportunités économiques et politiques.

Ce qui a provoqué une confessionnalisation de la politique en Turquie, ce sont les déclarations diverses du Premier ministre pour légitimer son action face aux critiques de l'opposition, qui ont polarisé la société turque, déjà divisée entre conservateurs et laïques. L'AKP a ainsi réduit les initiatives de médiation (rôle que la diplomatie turque espérait pourtant sous cette propre administration) du parti d'opposition du CHP dans la crise syrienne ou en Irak, à des liens de solidarité religieuse 'alévie'⁴⁸. Cette

Orient?, site du CERI-CNRS, *Sciences Po*, le 25.10.2012, <<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/la-crise-syrienne-sonne-t-elle-le-glas-du-reve-turc-de-puissance-au-moyen-orient>> (dernier accès le 20.06.2014).

⁴⁷ S. ERGIN, *Hükümetin Suriye politikasına destek yok* [Il n'y a pas de soutien populaire de la politique syrienne du gouvernement], site du journal *Hürriyet*, le 05.10.2012, <<http://www.hurriyet.com.tr/yazarlar/21627431.asp>> (dernier accès le 20.06.2014). L'opposition à la politique de l'AKP sur la Syrie passe ensuite à 42% en 2013. Voir: E. KIZILKAYA, *Kafamız biraz karışık ama Ankara'dan gerçekçiyiz* [Notre tête est encore un peu embrouillée mais on est plus réaliste qu'Ankara], site du journal *Hürriyet*, le 15.12.2013, <www.hurriyet.com.tr/yazarlar/25283117.asp> (dernier accès le 20.06.2014).

⁴⁸ À plusieurs reprises, Erdoğan a souligné la possibilité d'une guerre entre les alévis et les sunnites en Syrie, montrant du doigt le gouvernement d'Assad, de confession alaouite, comme oppresseur des sunnites en Syrie. Les alaouites au pouvoir en Syrie sont ainsi de manière simplifiée assimilés aux alévis de Turquie, alors que ces minorités diffèrent théologiquement et qu'elles n'ont ni la même histoire, ni la même géographie. Voir: *Erdoğan: Alevi-Sünni çatışmasından kaygılıyım* [Erdoğan: Je crains un conflit entre les alévis et les sunnites], site *NTV*, le 14.09.2011, <<http://www.ntvmsnbc.com/id/25250190/>> (dernier accès le 20.06.2014). En Turquie, les foyers d'alévis se trouvent principalement en Anatolie centrale et orientale. Cette communauté est essentiellement turcophone, avec une minorité kurdophone avec des convictions religieuses similaires. Présents aussi en Turquie, les alaouites appelés aussi Nusayrîs sont arabophones, apparentés aux alaouites de Syrie, et localisés au Hatay et au sud du pays. Alévis et alaouites appartiennent à la branche du chiïsme, ont des ressemblances théologiques dont la vénération d'Ali. Cependant, leurs pratiques religieuses sont fondamentalement différentes et leurs relations peu nombreuses. L'assimilation des alévis et alaouites correspond à la vision de la majorité des sunnites à

proximité a aussi été présentée comme une solidarité d'idéologie entre 'opresseurs des peuples', entre le parti Baath et le CHP. Erdoğan a ainsi montré que, pour peser dans l'opinion publique, il était prêt à utiliser des discours de haine, attisant les clivages de la société turque pour arriver à ses fins⁴⁹. Un membre de l'AKP a ainsi déclaré que les *cemevi* étaient devenues des «enclaves terroristes» pour les gens de gauche et les partisans d'Assad. De même, lors des protestations de Gezi, Erdoğan n'a pas hésité à accuser les opposants turcs d'être alliés au régime de Damas, faisant un amalgame entre alévis et alaouites. Enfin, suite à l'explosion d'une voiture piégée au Hatay en mai, Erdoğan a déploré la perte de 53 citoyens sunnites, multipliant ainsi les jugements confessionnels et positionnant ce conflit dans une perspective religieuse. L'exacerbation de ces tensions est renforcée par les médias, qui n'hésitent pas à titrer «Les alévis de Turquie s'organisent pour lutter aux côtés des alévis de Syrie»⁵⁰. Le gouvernement utilise en fait la polarisation selon les lignes sunnites comme un outil politique pour rallier sa base électorale mais provoque aussi le ressentiment des alévis.

Alors que les antagonismes confessionnels vont croissant dans le monde musulman, Erdoğan n'a pas hésité à jouer la carte du rapprochement confessionnel dans ses prises de position en politique internationale. Il en a résulté une réaffirmation des tensions entre confessions aussi bien dans le Moyen-Orient qu'en Turquie même. Les dérapages verbaux d'Erdoğan attisant le ressentiment entre communautés ont montré l'évolution de ce parti, partisan à ses débuts de l'ouverture et de la conciliation, et de plus en plus replié sur un conservatisme religieux. Ce repli est aussi visible dans les choix politiques de ce parti dans sa politique intérieure.

4. Une influence accrue de la religion dans les décisions politiques

La référence islamique est utilisée de manière répétée par l'AKP comme

leur égard. T. OLSSON, *The Gnosis of Mountaineers and Townspeople. The Religion of the Syrian Alawites, or the Nusairis, in Alevi Identity: Cultural Religious and Social Perspectives*, T. Olsson, E. Özdalga, C. Raudvere (dir.), Istanbul 1998, pp. 200-222.

⁴⁹ *Başbakan Erdoğanın Kütahya Konuşması* [Le discours d'Erdoğan à Kütahya], site du journal *Vakit*, le 25.11.2012, <<http://www.habervaktim.com/haber/274684/basbakan-erdoganin-kutahya-konusmasi.html>> (dernier accès le 20.06.2014).

⁵⁰ Voir par exemple: Ö. ÇELIKDONMEZ, *Türkiyeli Alevilerden Suriye'de savaşanlar* [Les alévis turcs qui combattent en Syrie], site du journal *Timeturk*, le 26.06.2014, <<http://www.timeturk.com/tr/makale/omur-celikdonmez/turkiyeli-alevilerden-suriye-de-savasanlar.html#.VAG4Dr5H4e0>> (dernier accès le 20.06.2014).

socle fédérateur, pour s'opposer au système kémaliste. La religion a toujours été mêlée au politique en Turquie, mais jusqu'à l'arrivée de l'AKP au pouvoir, l'islam, subordonné à la République, était utilisé par les politiques afin de servir les intérêts de celle-ci, par exemple comme ciment fédérateur de la nation turque ou comme contrepoids à l'extrême-gauche. Car le projet de Mustafa Kemal Atatürk n'était pas fondamentalement hostile à la religion; il était avant tout contre le traditionalisme. Mais, avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir, le rôle de la religion a progressivement pris de l'ampleur.

Le Diyanet, la Direction des affaires religieuses, département d'État en charge de la gestion de l'islam (fonctionnariat des imams notamment) et responsable de la doctrine islamique uniformisée et officielle, a vu son rôle s'étendre sous le gouvernement de l'AKP. Ainsi s'est développé son rôle d'autorité théologique avec des prises de position sur des questions d'éthique, indépendamment de toute législation d'État (sur les OGM, le darwinisme, le yoga, les tatouages ou les protestants évangéliques...). De plus, la volonté du Premier ministre d'élever une nouvelle génération pieuse a conduit au développement de nouveaux services, comme la création d'une chaîne de télévision dédiée au Diyanet, la mise en place d'imams de proximité pour renforcer les liens avec la population⁵¹, ou encore l'éloge et l'intensification de l'instruction religieuse. Le rôle du Diyanet à l'international a aussi été élargi comme outil de diplomatie (ouverture d'un bureau de lobbying à Bruxelles, investissements à l'étranger pour financer la construction d'une mosquée 'de style ottoman' à Bamako au Mali, ou à même Cuba pour une communauté présente de 500 musulmans d'après les études du Diyanet⁵²). Ainsi, sous l'AKP, la Direction des affaires religieuses a vu ses fonctions se développer⁵³, pour à

⁵¹ Par exemple, il est proposé un nouveau service appelé «imam de famille» à l'image du médecin de famille, qui sera un imam référent pour toutes les familles qui le souhaitent. Ce projet est de plus proposé par le ministère de l'Éducation, ce qui illustre l'influence du religieux sur ce ministère. Le Diyanet a déjà mis en place un projet similaire qui comprend la visite des muftis dans les familles, cafés, boutiques et usines de son quartier. Il a aussi créé des équipes d'«imams mobiles» pour aller dispenser des services religieux et enseigner les doctrines de l'islam dans les régions rurales isolées. Voir: *MEB'den de aile imamı* [L'imam de famille proposé par le ministère de l'Éducation nationale], site du journal *Radikal*, le 11.10.2011, <<http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetayV3&ArticleID=1066017&Date=11.10.2011&CategoryID=77>> (dernier accès le 20.06.2014).

⁵² *Diyanet Küba'da cami inşa edecek* [Le Diyanet va construire une mosquée à Cuba], site du journal *Radikal*, le 09.12.2013, <http://www.radikal.com.tr/turkiye/diyanet_kuba-da_cami_insa_edecek-1165240> (dernier accès le 20.06.2014).

⁵³ Même si de nombreux membres de l'AKP ont été critiques du Diyanet en tant qu'organe d'État, la légitimité de cet organe fait à présent consensus. Voir: Ş. AKGONUL, *Türkiyede Alevilik- Diyanet, eşit temsiliyet için bakanlığa dönüşmeli* [L'alévisme en Turquie: le

la fois promouvoir la religion, étendre ses activités ou donner des avis sur des questions d'éthique, tout en conservant son rôle de gestion administrative de l'islam. Avec un budget et un effectif de personnel en constante progression depuis les années 1950, le Diyanet, en s'immiscant de plus en plus dans la société, a encore conforté son influence depuis l'accession au pouvoir de l'AKP⁵⁴.

De plus, l'AKP, dans sa défense des droits de l'homme, a aussi revendiqué plus de liberté d'expression pour les musulmans pratiquants de Turquie. La principale revendication de ceux-ci est l'obtention d'une plus grande visibilité de la religion dans l'espace public, la pratique religieuse étant, depuis la fondation de la République, encadrée par la conception rigide d'une laïcité imposant nécessairement une sécularisation de la société et de l'espace public. L'AKP a ainsi défendu une libéralisation du religieux dans la société, ce qui a assoupli la laïcité autoritaire et permis une plus grande liberté. Ceci était souhaité par une partie de la population marginalisée auparavant par les élites réformistes laïques. Les réformes ont

Diyanet doit être transformé en instance ministérielle pour une représentation égale], site du journal *Milliyet*, le 24.01.2013, <<http://m2.milliyet.com.tr/News/NewsArticle.aspx?ID=1659505>> (dernier accès le 20.06.2014). Comme le rappelle Ahmet Inel, «l'ambivalence de la laïcité à la turque qui instaure un contrôle étroit par l'État de la pratique culturelle musulmane à travers son réseau de fonctionnaires-religieux de rite hanéfite-sunnite a aussi son revers: elle ne permet pas d'établir une égale distance de l'État avec ses citoyens en matière culturelle et laisse aux gouvernements la disponibilité de la Direction des affaires religieuses, puissante administration dotée de larges moyens, pour les usages clientélistes ou électoraux». Voir: A. INSEL, *Sortir Silencieusement d'un autoritarisme séculier: la perspective européenne de la Turquie*, in «Birikim», nov. 2005. L'AKP reste très proche de cet organe: deux anciens présidents du Diyanet, T. Altıkulaç (1978-1986) et M.S Yazıcıoğlu (1987-1992) ont été élus membres du parlement dans le parti de l'AKP. T. Altıkulaç est membre fondateur de l'AKP et est devenu membre du parlement en 2002. M.S Yazıcıoğlu a été élu membre du parlement de l'AKP en 2002 et en 2007 et est devenu ministre d'État responsable des Affaires religieuses en 2007.

⁵⁴ Le budget du Diyanet a été de 3,8 milliards de livres turques pour 2012, de 4,6 milliards pour 2013 et le budget prévu pour 2014 est de 5,4 milliards, soit 1,9 milliards d'euros. Le Diyanet dépasse ainsi de loin tous les autres ministères et départements en termes de taux d'augmentation de son financement. À lui seul, ce département possède un budget équivalent à celui de 8 ministères réunis, dépassant de loin celui de ministères clefs tels que l'Intérieur, les Affaires étrangères, l'Énergie ou le Commerce. En ce qui concerne son personnel, il était de 70000 personnes quand l'AKP est arrivé au pouvoir et l'estimation pour 2013 donne près de 140000 personnes, soit le double. Voir: B. YAVUZ, *Diyanet tops the budgets league*, site du journal *Zaman*, le 20.10.2013, <http://www.todayzaman.com/columnists/yavuz-baydar_329311-diyamet-tops-the-budget-league.html> (dernier accès le 20.06.2014). *Tek başına 8 bakanlığı geçti* [À lui seul, il dépasse 8 ministères], site du journal *Hürriyet*, le 11.10.2013, <<http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/haber.aspx?id=24893813>> (dernier accès le 20.06.2014).

été progressives, notamment sur les questions cristallisant une opposition forte des laïques, à savoir l'interdiction du voile dans la fonction publique et à l'université, et la réforme du système d'éducation, y compris des *imam hatip*⁵⁵. Ce n'est qu'en 2012 que les écoles et collèges *imam hatip* ont eu le droit de rouvrir. Quant à l'interdiction du port du voile à l'université, elle a été rendue légitime par une décision de la Cour européenne des droits de l'homme⁵⁶. Sa levée devient pourtant effective en 2013. La dernière série de réformes rendue publique en septembre 2013 propose l'autorisation du port du voile pour les fonctionnaires (à l'exception des juges, des procureurs, des policiers et des militaires).

D'autres projets de loi montrent que le conservatisme religieux s'ingère dans les décisions politiques de l'AKP. Ainsi, les projets de pénalisation de l'adultère, de restriction du droit à l'avortement, les restrictions de la consommation d'alcool dans les centres-villes⁵⁷, les tentatives d'interdiction de la mixité dans les foyers étudiants ou le projet de construction d'une 'mosquée géante' de 15000 m² à Istanbul sont des exemples de cet infléchissement des décisions politiques selon les propres normes confessionnelles de l'AKP. De nombreuses prestations d'aide sociale sont aussi déléguées à des organisations religieuses, comme les crèches, les logements

⁵⁵ Les écoles *imam hatip* avaient, lors de la fondation de la République, la charge de la formation théologique des imams et des prédicateurs. Fermées en 1930 faute d'étudiants selon l'État, puis réouvertes partiellement à partir de 1951, elles ont progressivement été détournées en écoles religieuses donnant une formation généraliste. Suite au 'coup d'État postmoderne' du 28 février 1997, par une décision du Conseil de sécurité nationale, l'enseignement du niveau collège est supprimé, l'enseignement au niveau lycée a été conservé mais en tant qu'école professionnelle avec la mise en place d'un système non favorable à l'accès à l'université générale. Après cette décision, le taux d'entrée des élèves des écoles *imam hatip* dans les universités est passé de 75 à 25%. Une réforme était souhaitée par l'électorat pieux de l'AKP. La nouvelle loi sur l'éducation adoptée le 30 mars 2012 porte de 8 à 12 ans la durée d'instruction obligatoire (en segmentation de 4+4+4) et prévoit aussi la réouverture des collèges *imam hatip* et la suppression de la pénalisation pour l'entrée à l'université. Voir *58 soruda 4+4+4 bilmececi* [le puzzle de 4+4+4 dans 58 questions], site du journal *Radikal*, le 06.06.2012, <<http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetayV3&ArticleID=1090265&CategoryID=77&Rdkref=6>> (dernier accès le 20.06.2014).

⁵⁶ Cour européenne des droits de l'homme, affaire de *Leyla Şahin c. Turquie*, requête n. 44774/98, consultable sur: <<http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-70956>> (dernier accès le 20.06.2014). Le recours déposé devant la Cour européenne des droits de l'homme avait pour objet de savoir si, au nom de la liberté, l'interdiction du port du voile était acceptable. La Cour, compte tenu du contexte propre à la Turquie, a finalement arrêté que cette interdiction n'était pas contraire aux droits de l'homme.

⁵⁷ L'AKP a défendu cette mesure comme une nécessité pour la santé publique, donnant certains pays européens comme exemple, suite aux critiques de l'opposition qui l'accusait d'une dérive religieuse.

étudiants ou l'aide aux plus démunis. De plus, dans ses discours, l'AKP défend souvent sa politique par des références aux normes religieuses et comme étant «le Bien», avec les sous-entendus moraux et religieux que cela implique. Ceci est d'autant plus visible depuis 2007 suite à la mise à l'écart de l'armée et s'est encore accentué depuis le référendum de 2010. Ainsi, l'AKP répond à une demande de son électorat: «La demande de religion et de morale des électeurs du parti peut donc être interprétée comme une demande de l'*edep*», c'est-à-dire un respect des règles de bienséance et de convenances musulmanes⁵⁸.

Ce que propose le conservatisme de l'AKP, c'est une synthèse entre le conservatisme des pays occidentaux et le conservatisme en Turquie afin d'élaborer un espace d'entente, une réconciliation entre le projet de modernité turque et l'islam en Turquie. Il défend, à l'instar du conservatisme anglo-saxon, l'économie de marché, la limitation du rôle de l'État, la défense de la famille, la libre expression de la religion dans la vie quotidienne. Il accepte aussi la modernité, mais il met en avant la nécessité de critiquer certains aspects de la modernité comme l'individualisme, le laïcisme, le rationalisme, le matérialisme, au regard des errements auxquels ils ont pu aboutir avant d'être adaptés aux valeurs locales⁵⁹. L'AKP a donc progressivement inséré dans ses choix politiques intérieurs un respect des références religieuses et, malgré des confrontations avec les laïques qui ont imposé une modération de ses propositions, le conservatisme religieux a gagné du terrain.

5. *En guise de conclusion*

Quel AKP et quel Erdoğan croire pour comprendre les enjeux et les perspectives politiques en Turquie? Est-ce qu'Erdoğan est toujours dans une perspective européenne, voire même souhaite-t-il aller au-delà en reprenant les critères de Copenhague en tant que critères d'Ankara pour transformer la Turquie en un pays d'État de droit, un pays démocratique qui garantit la liberté de conscience et qui voit le pluralisme comme une richesse et non comme un danger pour la Turquie? Ou bien, faut-il croire en un Erdoğan qui stigmatise les confessions diverses avec des discours politiques polarisants, voire même des discours qui attisent la haine pour arriver à ses fins

⁵⁸ ZARCONI, *La Turquie moderne et l'Islam*, cit., p. 257.

⁵⁹ S. TEPE, *A Pro-islamic party? Promises and Limits*, in H. YAVUZ, *The emergence of a new Turkey*, The University of Utah Press, Salt Lake City 2006, p. 122.

politiques, et déclare qu'il veut une nouvelle génération pieuse en Turquie? Le gouvernement de l'AKP a accompli des réformes importantes en Turquie, comme la prééminence du droit international concernant les droits de l'homme sur la législation nationale, mais, depuis le dernier mandat, Erdoğan et son parti se sont illustrés par une gestion autoritaire des manifestations, une personnalisation du pouvoir et un refus de toute critique qui s'est traduit par de nombreuses pressions sur les médias par le biais de punitions fiscales. Enfin, le scandale de corruption dévoilé le 17 décembre 2013 a été traité comme s'il s'agissait d'un complot et par l'intervention directe du pouvoir exécutif dans la justice. Il a résulté de ces prises de position une dégradation de l'image d'Erdoğan dans les opinions publiques européennes et internationales, qui y ont vu une dérive vers l'autoritarisme.

Depuis l'accession au pouvoir de l'AKP, la visibilité du religieux s'est donc accentuée avec un regain de confiance en soi de la partie la plus religieuse de la population. Cette intervention du religieux est également visible dans la politique menée par l'AKP concernant les minorités religieuses. De prime abord, la politique de l'AKP paraît particulièrement novatrice et riche d'avancées démocratiques sans précédent dans ce domaine, mais une analyse plus approfondie montre comment les valeurs religieuses de l'islam encadrent et limitent ses avancées, en particulier pour les alévis. Mais c'est surtout dans sa politique internationale, et notamment dans le cas syrien, que la sensibilité religieuse a été mise en avant, même si la défense pragmatique des intérêts propres de la Turquie est le véritable moteur de cette instrumentalisation de la religion.

Dans cette nouvelle perspective politique, on assiste ainsi à une uniformité de langage d'Erdoğan, avec une symbiose entre la politique intérieure et la politique extérieure autour d'une confessionnalisation des enjeux. De plus, Erdoğan a habilement mis en avant les problématiques internationales, parfois de manière virulente, pendant la campagne électorale présidentielle pour rassembler son électorat.

Le Premier ministre turc Erdoğan a ainsi remporté l'élection présidentielle en Turquie au premier tour du scrutin avec près de 52% des votes. Il bat ainsi son plus proche adversaire, Ekmeleddin İhsanoğlu, avec une différence de plus de 13 points. Au pouvoir depuis 2002, l'AKP a toujours remporté les élections en améliorant à chaque scrutin ses résultats. La forte croissance économique et la stabilité politique ont permis une progression fulgurante des classes moyennes (passées de 21% à 41% entre 2002 et 2011) et d'importants investissements et dépenses publics ont été réalisés, augmentant la qualité de vie et le climat de confiance. L'AKP reste aussi soutenu par la branche conservatrice de la société. Même si cet électorat

fidèle à l'AKP n'est pas insensible aux critiques qui s'élèvent contre le parti, en particulier concernant la corruption, il reste convaincu que, si Erdoğan perd le pouvoir, il connaîtra de son côté de grandes pertes sur le plan social.

La pression internationale semble à l'heure actuelle insuffisante pour contenir les dérives d'Erdoğan, dans ses tendances autoritaires comme dans la professionnalisation de ses propos. Avec un appareil d'État judiciaire, policier et éducatif sous contrôle et des médias domestiqués, le système démocratique turc s'arrête aujourd'hui aux urnes: la démocratie libérale, pourtant revendiquée, ne permet pas d'établir des institutions neutres, respectueuses de l'État de droit et sous une influence politique minimale. Avec une personnalisation du pouvoir, un culte du chef et un transfert du pouvoir des institutions à la personne d'Erdoğan, le risque de dérive autocratique du régime devient omniprésent.

BIBLIOGRAPHIE

Y. AKDOĞAN, *AK Parti ve Muhafazakar Demokrasi* [L'AKP et la démocratie conservatrice], Alfa, Istanbul 2004, pp. 35-37.

S. AKGONUL, *Türkiye'de Alevilik- 'Diyanet, eşit temsiliyet için bakanlığa dönüşmeli'* [L'alévisme en Turquie: le Diyanet doit être transformé en instance ministérielle pour une représentation égale], site du journal *Milliyet*, le 24.01.2013, <<http://m2.milliyet.com.tr/News/NewsArticle.aspx?ID=1659505>> (dernier accès le 20.06.2014).

A. AKTAR, *Varlık Vergisi ve Türkleştirme Politikaları* [L'impôt foncier et les politiques de turquisation], İletişim, Istanbul 2002.

A. AKTAR, *'Turkification' Policies in the Early Republican Era*, in *Turkish Literature and Cultural Memory: 'Multiculturalism' as a Literary Theme after 1980*, C. Dufft (dir.), Harrassowitz Verlag, Wiesbaden 2009.

S. AYATA, *Patronage, Party, and State: The Politicization of Islam in Turkey*, in «Middle East Journal», vol. 50, n. 1, 1996, pp. 40-56.

B. BALCI, *La crise syrienne sonne-t-elle le glas du rêve turc de puissance au Moyen-Orient?*, site du CERI-CNRS, *Sciences Po*, le 25.10.2012, <<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/la-crise-syrienne-sonne-t-elle-le-glas-du-reve-turc-de-puissance-au-moyen-orient>> (dernier accès le 20.06.2014).

B. BALCI, *Entre mysticisme et politique, le mouvement Fethullah Gülen en Turquie*, site du CERI-CNRS, *Sciences Po*, le 25.10.2013, consultable sur: <<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/entre-mysticisme-et-politique-le-mouve>

- [ment-de-fethullah-guelen-en-turquie](#)> (dernier accès le 10.11.2014).
- H.J. BARKEY, *Turkish foreign policy and the Middle East*, site du CERI-CNRS, Sciences-Po, le 06.06.2011, <[http://www.sciencespo.fr/ceci/sites/sciencespo.fr/ceci/files/n10_06062011.pdf](http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceci/files/n10_06062011.pdf)> (dernier accès le 17.11.2014).
- J.-F. BAYART, *L'Islam républicain*, Albin Michel, Paris 2010.
- J.-F. BAYART, *Turquie: les leçons d'un scrutin*, blog sur le site de Mediapart, juin 2011, <<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/170611/turquie-les-lecons-dun-scrutin>> (dernier accès le 10.11.2014).
- H. BOZARSLAN, *Les minorités en Turquie*, in «Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques», n. 115, 2005.
- J.-P. BURDY, *Les chiites jafaris de Turquie: une composante d'une 'politique régionale chiite' de l'AKP*, in *La politique turque en question: entre imperfections et adaptations*, E. Parlar Dal (dir.), L'Harmattan, Paris 2012, pp. 141-155.
- M. ÇINAR, B. DURAN, *The Specific evolution of contemporary political Islam in Turkey and its 'difference'*, in *Secular and Islamic Politics in Turkey: The Making of the Justice and Development Party*, Ü. Cizre (dir.), Routledge, Londres 2007.
- A. DAVUTOGLU, *Stratejik Derinlik* [Profondeur stratégique], Küre Yayınları, Istanbul 2010.
- Ö. DEMİR, M. ACAR, M. TOPRAK, *Anatolian Tigers or Islamic Capital: Prospects and Challenges*, in «Middle Eastern Studies», vol. 40, n. 6, nov. 2004, pp. 166-188.
- A. GÖKALP, *Les alévis*, in *Les Turcs: Orient et Occident, Islam et Laïcité*, S. Yérasimos (dir.), Autrement, Paris 1994, pp.112-125.
- U. GURSES, *Iran, Altın, Halkbank üçgeni* [Le Triangle de l'Iran, l'or et la Banque populaire turque], site du journal *Radikal*, 19.12.2013, <http://www.radikal.com.tr/yazarlar/ugur_gurses/iran_altin_halkbank_ucgeni-1166937> (dernier accès le 20.06.2014).
- A. INSEL, *Sortir silencieusement d'un autoritarisme séculier: la perspective européenne de la Turquie*, in «Birikim», nov. 2005.
- A. KAVAL, *Alévis de Turquie: de l'oppression ottomane aux débordements du conflit syrien*, in *Les clefs du Moyen-Orient*, le 08.11.2013, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Alevis-de-Turquie-de-l-oppression.html>> (dernier accès le 20.06.2014).
- F. KOPRULU, *Türk Edebiyatında İlk Mutasavvıflar* [Les premiers soufis dans la littérature turque], Akçag, Ankara 2003⁹.
- Ş. MARDIN, *Türk Modernleşmesi* [La modernisation turque], İletişim, Istanbul 2003.
- I. MELIKOFF, *Uyur Idik Uyardılar* [Nous avons été réveillés alors que nous dormions], Cem Yayınevi, Istanbul 1993.
- I. MELIKOFF, *Kırklar'ın Cemi'nde* [Au banquet des quarante], Demos,

Istanbul 2007, pp. 40-55.

A.Y. OCAK, *Alevî ve Bektaşî İnançlarının İslâm Öncesi Temelleri* [Les fondements pré-islamiques des croyances alévie et bektâşi], İletisim, İstanbul 2000.

T. OLSSON, *The Gnosis of Mountaineers and Townspeople. The Religion of the Syrian Alawites, or the Nuşairis*, in *Alevi Identity: Cultural Religious and Social Perspectives*, T. Olsson, E. Özdalga, C. Raudvere (dir.), İstanbul 1998, pp. 200-222.

B. ORAN, *Türkiye'de azınlıklar, Kavramlar, Teori, Lozan, İç mevzuat, İçtihat, Uygulama* [Les minorités en Turquie: les concepts, le traité de Lausanne, la législation intérieure, les cas, l'application], İletişim, İstanbul 2005.

B. ORAN, *Türkiye Kabuk Değiştirirken AKP'nin Dış Politikası* [La politique internationale de l'AKP dans une Turquie changeant de peau], in «Birikim», n. 184-185, 2004.

D. SHANKLAND, *The Alevis in Turkey: The emergence of a secular Islamic tradition*, Routledge-Curzon, Londres-New York 2003.

F. TAŞTEKİN, *AKP'yi yakan son dosya: Sırrı kadem basan TIR* [Le dernier dossier qui a coïncé l'AKP: les containers disparus], in *Al-Monitor*, le 01.07.2014, <<http://www.al-monitor.com/pulse/tr/originals/2014/01/vanished-turkish-truck-state-secret.html#ixzz3Bh1AMV7p>> (dernier accès le 20.06.2014).

S. TEPE, *A Pro-islamic party? Promises and Limits*, in H. YAVUZ, *The emergence of a new Turkey*, The University of Utah Press, Salt Lake City 2006, p. 122.

Ü. YAZMACI, *La Politique extérieure de l'AKP: entre héritage ottoman et tradition républicaine, Dossier spécial: Turquie changement de cap?*, in «Moyen-Orient», n. 9, janvier-mars 2011.

Ü. YAZMACI, *L'espace protocolaire en tant que nouveau lieu d'opposition séculaire: la période du gouvernement de l'AKP en Turquie*, in *Annuaire Droits et Religion*, B. Chelini-Pont (dir.), Presses Universitaires d'Aix-Marseille, vol. 6, 2012, pp. 381-419.

E.Y. YETKİN, *Ve Antisemitizm Yeniden Alevlenirken* [Pendant que l'antisémitisme est ravivé], site du journal *Birikim*, le 17.08.2014, <<http://www.birikimdergisi.com/birikim/makale.aspx?mid=1174>> (dernier accès le 20.06.2014).

TH. ZARCONE, *La Turquie moderne et l'islam*, Flammarion, Paris 2004.